

Mike Pompeo se prend une veste à Bruxelles. Les Européens résistent au lobbying US. Jusqu'à quand ?

(B2) La pression américaine très visible sur les Européens ces derniers jours a échoué sur deux sujets clés : l'accord sur le nucléaire iranien et la défense européenne. Les Européens ont refusé de plier. Mike Pompeo est reparti les mains vides. La diplomatie US mise en échec par les Européens. Fait assez rare pour être remarqué

Jusqu'à quand les Européens arriveront à rester ainsi unis ? C'est une question qu'on peut se poser. Chacun sait bien que la machine de guerre américaine est implacable, multipliant les alliances à revers, cherchant à diviser le continent européen, montant les États membres les uns contre les autres. De façon étonnante, malgré le Brexit, les divergences et les divisions politiques intenses entre les pays membres, les Européens jouent plus ou moins groupés. C'est un phénomène nouveau qu'il convient de suivre avec attention. La bataille n'est pas terminée.

Premier dossier : l'Iran

Soyons clairs. C'est une petite humiliation diplomatique que s'est vu infliger le ministre américain des Affaires étrangères Mike Pompeo. Venu de façon impromptue à Bruxelles pour rencontrer ses homologues européens, il espérait en ressortir avec une photo des E3 (France, Allemagne, Royaume-Uni) le saluant de concert. Histoire de pouvoir justifier d'une communauté de vues entre Européens et Américains sur le dossier sensible du nucléaire iranien. Il en a été pour ses frais.

Mike Pompeo a dû rencontrer séparément chacun des ministres. Sans photo à l'appui. Il en a été réduit, après un détour par l'OTAN, à revenir saluer la Haute représentante de l'UE pour obtenir — cette fois photo à l'appui — une poignée de main de la chef de la diplomatie européenne. Une politesse plutôt qu'une reddition.

NB : Même si les deux bords de l'Atlantique partagent une certaine communauté de vues sur le danger iranien au plan régional ou balistique (Paris étant plus proche de Washington sur ce point que Berlin), ils divergent totalement sur la manière d'arriver à leurs fins. Les États-Unis ont rompu l'accord international pour faire pression. Les Européens considèrent que les Iraniens respectent le 'deal' et qu'il faut plutôt continuer le dialogue avec eux pour les amener à négocier d'autres points.

Deuxième dossier : la défense européenne

Dans la suite directe des pressions en tout genre exercées par les Américains tant sur les députés européens que sur les commissaires ou les États membres (lire : [Les États-Unis déclenchent une opération de lobbying pour miner le Fonds européen de défense](#)), deux sous-secrétaires (Défense et Affaires étrangères) se sont fendus d'une bafouille comminatoire à la Haute représentante de l'UE Federica Mogherini, avec copie au président du Parlement européen Antonio Tajani et au vice-président de la Commission Jyrki Katainen.

Une lettre en forme d'ultimatum et de menaces en tous genres. Objet de leur courroux : principalement, le Fonds européen de défense (FEDef) accusé de favoriser la base industrielle européenne. Les Américains veulent que leurs entreprises soient traitées d'égal à égal et recevoir, eux aussi, des financements européens. La coopération structurée européenne (PESCO) est également dans le viseur, les Américains estimant que l'ouverture aux pays tiers (entendez les États-Unis ou le Royaume-Uni) est trop 'exceptionnelle' et soumise à plusieurs conditions. Les Américains veulent entrer dans la place comme acteur privilégié sans l'épée de Damoclès du droit de veto (lire : [Les États-Unis tancent les Européens sur leurs initiatives de défense. La lettre américaine décryptée \(V2\)](#)).

Un délai jusqu'au 10 juin est ainsi laissé aux Européens pour répondre avec injonction de modifier la législation européenne, sous peine d'entacher gravement le pacte OTAN-UE... On tremble déjà. Plus concrètement, la pression s'exerce sur les entreprises : toute entreprise qui recevrait un financement européen s'exposerait à se voir fermer les marchés américains si elle respectait intégralement les dispositions (notamment sur la propriété intellectuelle). En clair, une menace très concrète de mesures de rétorsion.

Là encore, les Européens ne se sont pas laissés démonter et s'apprêtent à renvoyer une [réponse très polie aux Américains... mais très ferme](#).

Commentaire : Un double jeu américain très agaçant

Les États-Unis mènent sur la question de la défense européenne un double jeu. Washington, Donald Trump en tête, tempête sur tous les tons, se plaignant de supporter tout le fardeau de la défense du continent, raillant le manque d'investissement matériel et financier des Européens. Et quand les Européens se prennent en main, décident de mettre en place des instruments pour y remédier, les Américains jouent à la vierge indignée, à l'atteinte au libre marché et aux accords euro-atlantiques.

Les Américains sont plutôt mal venus pour donner des leçons aux Européens sur ce point. Le marché européen de la défense est on ne peut plus ouvert, tandis que les Américains ont bordé leur marché de différentes protections en tous sens : marchés réservés aux firmes US, clause ITAR de réserve technologique à l'export, etc. (lire : [Le protectionnisme en matière de défense ? Les Etats-Unis le pratiquent avec talent... et efficacité](#)). De plus, ces initiatives ne menacent en rien la coopération UE-OTAN, et ne la dupliquent pas. Au contraire, elles vont permettre de nourrir cette coopération avec des capacités nouvelles et des financements complémentaires...

Washington réclame en fait d'avoir un plein pouvoir de décision, à égalité, avec les membres de l'Union européenne, sans payer un kopeck. Or, il y a un petit problème : les États-Unis, membre fondateur et primordial de l'OTAN, ne sont pas membres de l'Union européenne, et ne le seront jamais. Le départ britannique aidant, ils se rendent compte que leur compagnon, et fidèle allié de toujours, cherche à s'émanciper et voler de ses propres ailes. Ce qu'ils n'acceptent pas. Les Américains ont un problème : « *ils ne parviennent pas à concevoir qu'on puisse avoir un pilier européen par nous mêmes* » a confié, fort justement, un diplomate à B2.

De fait, on peut se demander si derrière cet intérêt pressé sur les initiatives européennes de défense, « *il n'y a pas d'autres intérêts en jeu, d'ordre plus industriel et commercial* » que politiques. Les Américains ont ainsi surtout peur de voir s'échapper un marché captif...

comme lors de la création d'Airbus qui a permis l'émergence d'un géant mondial, à même de tailler des croupières à Boeing.

(Nicolas Gros-Verheyde)